



C_2016_139

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 03 NOVEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

**Objet de la
délibération:**

**Cave coopérative
Draguignan -
Acquisition foncière
parcelle cadastrée
AM N°123**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Caroline COLLOMBAT, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Fabrice MAGAUD, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à Liliane BOYER, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Jacques MICHEL, Stéphane CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Christine PREMOSELLI, Alain HAINAUT pouvoir à Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Bernard CHARDES, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Grégory LOEW pouvoir à Alain VIGIER, André MENET pouvoir à Francine FIORINI, Christine NICCOLETTI pouvoir à Nicole FANELLI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Thierry PESCE, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Dans le cadre de ses compétences en matière de transport et après accord de la ville de Draguignan, la Communauté d'Agglomération Dracénoise souhaite se porter acquéreur d'une parcelle située à Draguignan, sur l'axe stratégique de la Rocade.

Cette acquisition va permettre d'aménager à termes un pôle technique transport sur Draguignan (locaux administratifs, dépôt de bus, quais pour autocars...) en cohérence avec le volet mobilités du Projet Urbain Global porté la ville.

Il s'agit de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n°123 d'une contenance totale de 5 300 m², située 47 rue Raoul Brulat, en zone Ub au POS, propriété de la société « Cellier des 3 Collines ».

Cette parcelle est un terrain comprenant trois bâtiments, vide de toute occupation, d'une surface d'environ 2 364 m². Ces bâtiments doivent être démolis pour la réalisation du projet.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise prendra à sa charge les frais de dépollution et de démolition desdits bâtiments.

La présente acquisition est donc conclue au prix de 1 292 000 € (*un million deux cent quatre-vingt-douze mille euros*) net vendeur. Ce prix est conforme à l'évaluation (n°2016-050V1861 en date du 22 septembre 2016) effectuée par la direction départementale des finances publiques, dûment saisie en application des articles L1311-9 et suivants L5211-37 du Code général des collectivités territoriales.

Cette acquisition dédiée à la réalisation future d'un pôle transport est conforme au Plan Pluriannuel d'investissement 2016-2020 de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et les crédits à hauteur de 2,5 M d'€ ont été inscrits au PPI sur le budget annexe des transports.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission Urbanisme et droits des sols réunie le 20 octobre 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section AM n°123 à Draguignan, libre de toute occupation au prix de 1 292 000 € (*un million deux cent quatre-vingt-douze mille euros*) et aux conditions mentionnées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document afférent à la présente et notamment de proposer, signer et publier éventuellement une promesse de vente ;
- autoriser Monsieur le Président à solliciter toutes les subventions les plus élevées possibles dans le cadre de ce projet et notamment, le « Soutien à l'Investissement Public Local » versé par l'Etat ;
- dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise supportera les frais d'actes et de publication afférents à la présente ;

Envoyé en préfecture le 09/11/2016

Reçu en préfecture le 09/11/2016

Affiché le

D : 663 242300493 2016 Y 03 C 2016 133-DE

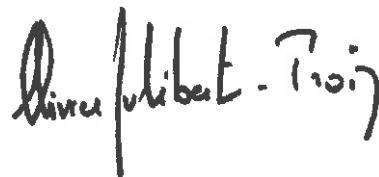
- dire que la présente acquisition pourrait être passée en la forme administrative ou en la forme notariée. Dans l'hypothèse où la vente serait passée en la forme administrative, l'article L1311-13 du CGCT précise que la collectivité territoriale ou l'établissement public sera représenté pour la signature de l'acte par un adjoint ou un vice-Président dans l'ordre de leur nomination, l'acte administratif étant reçu et authentifié par le Maire ou le Président en vue de sa publication ;
- dire que les crédits afférents à cette acquisition ainsi que les frais afférents seront prévus sur le budget 2017.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 56 voix pour
2 abstention(s) :

Liliane BOYER, Franck AMBROSINO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 03 novembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.